

**Point de presse de la porte-parole -  
Affaire Khashoggi/Mesures  
individuelles - Armes  
chimiques/Augmentation du budget  
de l'Organisation pour l'interdiction  
des armes chimiques - Affaire  
Khashoggi - Russie - Niger  
(Paris, 22 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - Affaire Khashoggi - Mesures individuelles**

Comme le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, l'a annoncé lundi 19 novembre en marge du Conseil affaires étrangères à Bruxelles, et en concertation avec ses partenaires européens, notamment l'Allemagne, la France vient d'adopter des sanctions contre 18 ressortissants saoudiens, en lien avec le meurtre à Istanbul, le 2 octobre dernier, du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

Ces mesures, décidées par le ministère de l'intérieur, visent à interdire l'accès de ces individus au territoire national ainsi qu'à l'ensemble de l'espace Schengen. Il s'agit de mesures conservatoires, susceptibles d'être revues ou étendues en fonction de l'avancée des investigations en cours.

Le meurtre de M. Khashoggi est un crime d'une extrême gravité, qui, de surcroît, va à l'encontre de la liberté de la presse et des droits les plus fondamentaux. La France demande que toute la lumière soit faite sur la manière dont un tel acte a pu être commis. Elle attend de la part des autorités saoudiennes une réponse transparente, circonstanciée et exhaustive. Elle se réserve de former, le moment venu, sa propre conviction. Elle rappelle son opposition, en tous lieux et en toutes circonstances, à la peine de mort.

Parallèlement, la France étudie avec ses partenaires européens la possibilité d'un mécanisme de sanctions de nature transversale, permettant à l'Union européenne de prendre à l'avenir les mesures qui s'imposent en cas de violations graves des droits de l'Homme.

**2 - Armes chimiques - Augmentation du budget de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (19 et 20 novembre 2018)**

La France salue la décision prise le 20 novembre dernier par la conférence des Etats parties à

l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) d'augmenter le budget de l'OIAC pour 2019.

Cette augmentation de budget de 2,4% permettra à l'OIAC de renforcer ses capacités d'identification des auteurs d'emploi d'armes chimiques et ainsi de mieux répondre à la réémergence de l'usage des armes chimiques dans le monde, particulièrement en Syrie, en Malaisie et sur le territoire du Royaume-Uni.

Cette décision entérine un engagement pris en juin dernier par les pays du Partenariat international contre l'impunité de l'usage des armes chimiques, initiative lancée par la France.

### 3 - Affaire Khashoggi

Q - Est-ce que la France a suivi l'Allemagne et les USA en imposant des sanctions sur des individus saoudiens impliqués dans l'affaire Khashoggi ?

R - Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour.

### 4 - Russie

Q - Les sénateurs russes ont proposé de préparer une nouvelle version de la doctrine russe dans le domaine de la dissuasion nucléaire et de moderniser les conditions d'utilisation des armes nucléaires par la Russie. Comment pourriez-vous commenter cette initiative ?

R - La France entretient avec les autres Etats dotés un dialogue régulier sur les doctrines nucléaires et encourage dans ce cadre ses partenaires à préserver, dans un contexte sécuritaire international caractérisé par des tensions croissantes et la prolifération des armes de destruction massive, la stabilité stratégique et la sécurité non diminuée pour tous.

### 5 - Niger

Q - Y a-t-il des victimes françaises dans l'attaque de cette nuit au Niger ?

R - Nous condamnons fermement cette attaque et exprimons notre soutien aux blessés et aux familles des victimes.

Il n'y a pas de Français parmi les victimes selon les informations dont nous disposons à ce stade./.